

Conférence sur L'Intelligence Economique Actes de Conférence

CIE'2011

Thème : **Intelligence Economique au service de l'entrepreneuriat régional :** **Un défi pour l'Etat et les Entreprises**

**Jeudi 24 Février 2011
Rabat, Maroc**

Rapport coordonné par :
Mourad OUBRICH
Nawfal ACHA
Nada RIH

Présentation de la CIE'2011

A travers son discours à la nation du 3 janvier 2010, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a souhaité donner un nouvel élan au processus de régionalisation du pays. Le Souverain a en effet instauré une commission consultative sur la régionalisation et a souligné que « la régionalisation élargie escomptée n'est pas un simple aménagement technique ou administratif. Elle traduit, plutôt, une option résolue pour la rénovation et la modernisation des structures de l'État, et pour la consolidation du développement intégré ».

Dans le même ordre d'idée, l'intelligence économique constitue un outil important permettant de cerner les possibilités et les enjeux du développement régional. C'est dans cette vision que la conférence CIE'2011 a été principalement axée, sur les pratiques de l'intelligence économique comme catalyseur d'une régionalisation avancée.

Lors de cette conférence, les participants ont examiné de nombreux volets et expériences dans le domaine de l'intelligence économique ainsi que de son rôle dans le développement régional.

Le Maroc est sans doute le pays du Maghreb et d'Afrique qui s'intéresse le plus à l'intelligence économique et ce depuis novembre 2004, date de la première conférence organisée à Tétouan, au Nord du Maroc, sur le thème « intelligence économique et veille stratégique : défis et stratégies pour les économies émergentes ». Depuis cette date, de nombreuses initiatives en intelligence économique ont vu le jour lui donnant ainsi un nouveau souffle et ce notamment depuis la rencontre internationale de Dakhla qui a tenté de « croiser l'intelligence territoriale envisagée comme stratégie publique et collective d'appui à la coproduction du développement régional aux logiques de développement territorial par l'entreprise », (D. Guerraoui, 2010).

La conférence CIE'2011 s'est inscrite dans la même stratégie de la conférence internationale de Dakhla, tout en s'intéressant plus en profondeur à l'intelligence économique et l'entrepreneuriat régional.

Objectifs de la CIE'2011

Les objectifs assignés à cette conférence peuvent être résumés comme suit :

- Une forte mobilisation autour du chantier stratégique et déterminant qu'est la régionalisation élargie, lancée par Sa Majesté le Roi Mohamed VI le 03 janvier 2010. L'INPT en partenariat avec le CNRST et l'UIR, a pris l'initiative d'organiser une telle conférence axée sur « l'intelligence économique et l'entrepreneuriat régional » à l'issue de laquelle, nous avons créé une synergie, entre les différents experts, à travers des plénières et des ateliers, faisant ressortir une conception de la régionalisation avancée bien élaborée par l'intelligence économique.
- Des universitaires spécialistes en la matière et des acteurs socio-économiques locaux et nationaux, ont menés une réflexion approfondie sur le sujet. La présence des professionnels de l'intelligence économique, a enrichie les débats autour du chantier royal de la régionalisation avancée. A l'issue de ces débats, des recommandations ont été proposées à la commission de consultation régionale royale.

Comité d'honneur

Abdelfattah Charif-Chefchaouni, Directeur de l'INPT (Président d'honneur)

Noureddine Mouaddib, Président de l'UIR

Comité d'organisation

Mourad Oubrich, Professeur, INPT (Président de la conférence)

Ahmed Tamtaoui, Directeur Adjoint de la Recherche, INPT

Mohamed Derrabi, Vice Président des Affaires Académiques, UIR

Saad Laraqui, Doyen de la Business School, UIR

Nada Rih, Responsable Communication et Relations Internationales, INPT

Ali Amrar, Service Relations avec les Entreprises, Cellule de coordination, CNRST

Abdeslam En-Nouaary, Professeur, INPT

Ahmed El Khadimi, Professeur, INPT

Nawfal Acha, Professeur, INPT

Hassan El Ghazi, Professeur, INPT

Karima Tounsi, Professeur, INPT

Abdellah Zaouia, Professeur, INPT

Hafid Barka, Professeur, INPT

Hanane Diki, Élève Ingénieur, INPT

Marwa Chafii, Élève Ingénieur, INPT

Wiame Bensouda, Élève Ingénieur, INPT

Yassir EL-Barki, Élève Ingénieur, INPT

Badr Bennis, Élève Ingénieur, INPT

Imane Rayk, Élève Ingénieur, INPT

Dalila Lafkih, Élève Ingénieur, INPT

Wissal Zeroual, Élève Ingénieur, INPT

Mohamed Chakib Ouabi, Élève Ingénieur, INPT

Programme de la CIE'2011

8:30 - 09:00 : Accueil et inscription des participants

9:00 - 9:40 : Ouverture officielle de la conférence

- Mot de bienvenue de Monsieur le Directeur de l'INPT
- Allocution de Monsieur le Directeur Général de l'ANRT
- Allocution de Monsieur le Président de l'UIR
- Allocution de Monsieur le Président de la conférence

Modérateur : Monsieur Nawfal Acha

9:40 - 10:40 : Conférences plénières d'ouverture

- **Veille stratégique au service de l'intelligence territoriale**, par Monsieur Mohammed Tawfik Mouline, Directeur Général de l'Institut Royal des Études Stratégiques
- **Intelligence économique et dynamique territoriale**, par Monsieur Driss Guerraoui, Professeur de l'Enseignement Supérieur à Université Mohamed V Adgal, Conseiller du Premier Ministre, Secrétaire Général Secrétaire Général du Conseil Économique et Social (CES)
- **Intelligence économique, innovation technologique et prospective économique**, par Monsieur Nasr Hajji, Professeur à l'INPT et ancien Secrétaire d'État chargé de la Poste et des Technologies de l'Information

Modérateur : Monsieur Nawfal Acha

10:40 - 11:00 : Q / R

11:00 - 11:15 : Pause Café

11:15 - 12:15 : Conférence-débat

- **Intelligence territoriale pour le développement des Clusters au Maroc**, par Madame Manar Alaoui Hassani Atlas, Chef du Département Promotion et Coopération, CRI Souss Massa Drâa, Maroc
- **Intelligence économique pour le développement du secteur cinématographique**, par Monsieur Abdessadek El Alem, Secrétaire Général de la Fondation du Grand Ouarzazate pour le Développement Durable, Secrétaire Général d'Ouarzazate Film Commission.
- **Intelligence économique au service de l'entrepreneuriat dans l'Oriental du Royaume**, par Monsieur Taoufiq Boudchich, Directeur de la Coopération internationale, Agence de l'Oriental.

Modérateur : Monsieur Nawfal Acha

12:15-12:30 : Q / R

12:30 -14:30 : Déjeuner

14:30 -15:30 :

Atelier n°1 « Valoriser son entreprise par l'intelligence économique »

- **Intelligence économique pour développer et sécuriser son entreprise**, par Monsieur Mustapha Taouji, Directeur Général, FORMINFO+ France
- **Marketing territorial au service de l'entrepreneuriat régional : Enjeux et stratégie**, par Monsieur Ali Zarhali, Directeur Général chez MCRM Consulting, Maroc
- **Mutualisation de la veille pour le développement de l'entrepreneuriat régional**, par Madame Siham Harroussi, Responsable Veille Stratégique, Groupe Vauban Humanis, France

Modérateur : Mademoiselle Karima Tounsi, Professeur à l'INPT

Rapporteur : Monsieur Abdellah Zaouia, Professeur à l'INPT

15:30 -15:45 : Q / R

15:45 -16:00 : Pause Café

16 :00-17:00 :

Atelier n°2 « Pérenniser son entreprise par l'intelligence économique »

- **Comment accompagner l'entrepreneur dans l'intelligence économique**, par Monsieur Mounir Rochdi, Directeur Général Délégué, Cybion France
- **Pratiques de la veille stratégique et en engagement à l'international**, Messieurs Redouane Brazi et Soulaïmagine Laghzaoui, Professeurs à l'UIR
- **Pratique de l'intelligence économique par les Grandes Entreprises**, Messieurs Nabil El Mabrouki, et Badr Habba, Professeurs à l'ENCG de Marrakech.

Modérateur : Monsieur Hafid Barka, Professeur à l'INPT

Rapporteur : Monsieur Nawfal Acha, Enseignant Chercheur à l'INPT

17:00 - 17:15 : Q / R

17:15 -17:30 :

- Synthèse et Perspectives par Monsieur Mourad Oubrich, Président de la conférence
- Mot de clôture de Monsieur le Directeur de l'INPT

Discours du Président de la CIE'2011

Monsieur le Directeur Général de l'ANRT,

Monsieur le Directeur de l'INPT

Monsieur le Président de l'UIR

Chers invités, chers participants,

Mesdames, Messieurs, Bonjour

Permettez-moi tout d'abord, en qualité de président de la conférence, d'adresser mes vifs remerciements aux honorables invités, pour la marque d'intérêt témoignée à notre conférence et pour leurs présences effectives. C'est avec un grand plaisir que je souhaite la bienvenue à l'ensemble des participants.

Je voudrai remercier tout particulièrement notre cher Directeur pour son précieux soutien et son appui permanent, dans la préparation de cette conférence.

Je voudrais aussi adresser mes remerciements à tous nos partenaires pour leur soutien à cette conférence, je cite notamment : Le CNRST, L'UIR, La fondation du grand Ouarzazate pour le développement durable, ainsi que veille.ma.

Suite à l'introduction de la thématique faite par Monsieur le Modérateur, permettez-moi de faire un recentrage sur les axes initialement présentés.

Chers honorables participants,

Comme vous le savez, dans un monde en mouvement, où la mondialisation et les nouvelles technologies de l'information, engendrent la multiplicité des marchés et l'abondance des informations, comment trouver l'information stratégique, et comment l'exploiter ? Pour toute organisation, petite, moyenne ou grande, identifier et exploiter l'information pertinente s'avère être un défi permanent.

Le choix du thème « Intelligence économique au service de l'entrepreneuriat régional : un défi pour l'État et les Entreprises » est d'une grande importance stratégique, il aborde une thématique qui survient à point nommé avec les perspectives de mise en place du mécanisme de régionalisation avancée, interpellant sans doute les nouvelles régions pour renforcer leur compétitivité économique et leur attractivité entrepreneuriale. Ceci met en exergue l'enjeu majeur de recourir à une intelligence économique dans un contexte

mondial marqué par une crise financière et une vive concurrence à la fois entre les entreprises et entre les territoires. Ces changements, conjugués au foisonnement des connaissances dans les divers domaines humain, scientifique et technologique, imposent à l'entreprise de 21^{ème} siècle de s'intéresser davantage à l'intelligence économique afin qu'il soit au diapason de ces changements.

Chers honorables participants,

Dès lors, la capacité d'exploitation de l'information stratégique et sa transformation en innovation est devenue une source primordiale de l'avantage compétitif des entreprises, et de la croissance économique des États. Pour tirer profit des avantages induits par ces évolutions, l'État ne doit pas se cantonner de ses fonctions régaliennes, mais il doit mettre en place une politique publique d'intelligence économique, au service de la compétitivité et de la défense des intérêts stratégiques de nos entreprises d'ici et d'ailleurs. Cette politique doit regrouper l'ensemble des instruments à savoir : la formation, la recherche et le développement, l'ouverture à l'international, ainsi que la diplomatie économique.

Constituée d'un ensemble d'actions coordonnées de recherche, de traitement, de distribution, et de protection de l'information utile aux acteurs économique et obtenue légalement, l'intelligence économique est nécessaire au succès d'un dispositif géoéconomique, et qui dépend en effet de la capacité de nos entreprises à connaître leur environnement, à analyser ses mutations et à réagir rapidement face à toutes menaces ou opportunités. Cette nouvelle approche de la compétition économique nécessite de gérer la connaissance de façon globale. L'intelligence économique s'inscrit dans la perspective d'un nouveau mode de management basé sur la gestion optimale de l'information stratégique.

Celui qui pratique l'intelligence économique connaît avant tout le monde les points sur lesquels il doit agir. Il possède donc un avantage concurrentiel par rapport aux autres. Le jour où tout le monde maîtrisera les techniques de l'intelligence économique, comme on pratique aujourd'hui le marketing ou la qualité totale, cela deviendra une démarche nécessaire pour pouvoir gérer efficacement une entreprise. Mais en ce qui concerne nos entreprises, pour les vingt ans à venir, cela reste un défi stratégique.

C'est dans ce cadre que nous avons défini les questions, objet de la conférence :

Comment intégrer les politiques d'intelligence économique au service du développement régional ? Comment l'intelligence économique permettra-t-elle à nos entreprises d'être plus compétitives ? Les réponses à ces questions, seront abordées lors de cette rencontre, à travers des conférences et ateliers.

Chers honorables participants,

Laissez-moi terminer mon intervention en remerciant tous ceux qui ont participé à la préparation de cette rencontre, et je pense notamment à Monsieur Ahmed Tamtaoui, notre Directeur Adjoint de la Recherche et Mme Nada Rih, Responsable communication et relations internationales et Mehdi Idrisi en stage à l'INPT, sans oublier nos chers collègues du département informatique et de département télécommunication. Je voudrais saisir cette occasion pour vous souhaiter une excellente conférence. Cette conférence, à laquelle je souhaite beaucoup de succès et qui, à coup sûr, pourra contribuer au développement de cette thématique.

La veille stratégique au service de l'intelligence territoriale

Par: M. Mohammed Tawfik MOULINE

Directeur Général de l'Institut Royal des Études Stratégiques (IRES)

Rapport rédigé par : IRES

1. Un contexte national et international à forte incidence sur l'avenir des territoires

Le monde est caractérisé par un rythme de changement accéléré, une lisibilité brouillée et des évolutions plus rapides que prévues des transformations structurelles, notamment sur le plan sociétal. Ces caractéristiques modifient la perception du monde et les attentes qui en découlent.

Dans ce contexte international, une concurrence intense se développe entre régions et territoires. Ces derniers deviennent des espaces *de définition par excellence des avantages compétitifs d'un pays : formation du capital humain, localisation des ressources naturelles...*

Les importants défis auxquels doivent faire face les territoires pour gagner la bataille de la compétitivité les incitent à mettre en place une démarche d'intelligence économique. Celle-ci ne doit pas se résumer à une transposition régionale de l'intelligence économique, mais se conçoit comme l'organisation innovante, mutualisée et en réseau, de l'ensemble des informations et connaissances utiles au développement, à la compétitivité, à l'attractivité d'un territoire, collectivement et pour chacun de ses acteurs.

Au Maroc, le développement territorial, identifié comme l'un des quatre nœuds leviers du futur dans le Rapport du Cinquantenaire sur le développement humain au Maroc, connaît de multiples avancés sur le plan juridique et institutionnel. Une percée stratégique devient possible avec le projet de régionalisation avancée qui vise la mise en place de « *régions économiquement et géographiquement complémentaires et socialement et culturellement harmonieuses* », (*Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, 6 novembre 2008*).

2. Veille stratégique et intelligence territoriale : Bref aperçu sur la démarche de l'IRES

Le recours à l'intelligence économique reste l'un des moyens susceptibles de rendre les territoires maîtres de leur destin et ce, à travers :

- le développement de l'intelligence territoriale, permettant aux territoires d'acquérir une meilleure connaissance des évolutions et une intelligence des processus de changement en vue d'accroître les capacités d'adaptation des acteurs ;
- l'amélioration du système de gouvernance locale à travers l'appropriation par les acteurs de développement locaux de la vision des territoires et le renforcement de l'action collective ;

L'élaboration de politiques publiques territorialisées, en tenant compte des spécificités locales et en faisant des territoires un cadre d'expérimentation de ces politiques avant leur généralisation à l'échelle nationale.

Conscient de cette réalité, l'Institut Royal des Études Stratégiques (IRES) a incorporé, dans le cadre de ses programmes d'études, une dimension régionale et territoriale substantielle en lien avec les problématiques majeures auxquelles le Maroc est confronté.

Le dispositif de veille stratégique, mis en place par l'IRES, a nécessité le développement d'une part, d'une démarche prospective permettant de détecter les signaux faibles, d'imaginer le futur et d'identifier les meilleures options de développement possibles et d'autre part d'une approche opérationnelle orientée politiques publiques, avec comme ambition le renforcement de la visibilité des choix publics et à terme une appréciation des impacts des orientations poursuivies (retour d'expérience).

Le système de veille stratégique de l'IRES comporte 10 domaines de veille stratégique (DVS), définis à partir des grands défis actuels et futurs du Maroc. Véritables champs de connaissances, ces DVS sont appréhendés dans le cadre d'une vision globale et systémique, mettant en évidence les interactions et les interdépendances, afin d'éclairer les questions du présent et de l'avenir sans perdre de vue la richesse de la complexité.

Les domaines de veille stratégique sont décomposés en systèmes et sous-systèmes grâce à la méthode heuristique. Ci-après, une illustration de la méthode heuristique appliquée à la problématique du « **développement territorial** ».

3. Quelques suggestions en matière de développement de l'intelligence territoriale au Maroc

L'insertion des territoires dans la dynamique du développement requiert, du point de vue de l'intelligence économique, la construction de visions de long terme et la mise en place d'instruments appropriés au niveau des territoires.

Il s'agit de mettre en place une politique publique d'intelligence territoriale, au service de la compétitivité et le développement équilibré des différentes régions du pays et de promouvoir une culture de l'intelligence territoriale auprès des différents acteurs régionaux en :

- renforçant les capacités des acteurs régionaux en vue de forger les bases d'une expertise territoriale ;
- favorisant un comportement de partage de l'information entre acteurs ;
- s'orientant progressivement vers la création de réseaux informationnels permettant le recoupement de l'information et le rehaussement de sa valeur ajoutée.

Au niveau instrumental, il convient :

- de construire des systèmes d'information territoriaux efficaces facilitant l'expertise, la gestion et le développement des territoires ;
- d'acquérir de nouveaux métiers à l'échelle des territoires comme le diagnostic stratégique et l'évaluation, en privilégiant la transversalité et la gestion des interdépendances. Le développement de la prospective est fondamental afin de décrypter l'avenir et d'atténuer le poids des incertitudes endogènes et exogènes ;
- d'assurer la veille stratégique territoriale en vue d'améliorer la réactivité et de développer la pro-activité des territoires (*introduire et généraliser la pratique du benchmarking, mesurer régulièrement l'attractivité des territoires et leur vulnérabilité aux différents chocs exogènes...*).

Intelligence territoriale pour le développement des Clusters au Maroc

Par : Manar ALAOUI HASSANI

Chef du Département Promotion et Coopération, CRI Souss Massa Drâa

Rapport rédigé par : M. Nawfal ACHA

Après avoir mis l'accent sur la finalité essentielle de l'intelligence territoriale (IT), qui doit tout d'abord assurer la compétitivité d'un territoire donné, Mme Alaoui Hassani a assimilé les fondements de l'IT à la circulation fluidifiée de l'information stratégique pour mener des actions offensives de conquête de marché. En effet, l'intérêt de s'engager dans une démarche d'intelligence territoriale se décline sous plusieurs aspects :

- L'IT permet aux territoires de promouvoir efficacement l'accueil des investissements, tout en soutenant les entreprises locales pour les positionner sur la scène économique internationale ;
- L'IT peut être assimilée à une nouvelle forme de politique industrielle ;
- L'IT confère un rapport coût/efficacité très avantageux pour la collectivité, puisqu'elle repose essentiellement sur un travail de surveillance, d'organisation et de communication.

Ces intérêts inscrivent manifestement l'IT dans une démarche systémique reliant la veille thématique, le marketing territorial et l'action publique au service du développement économique et industriel d'un territoire. Outre la finalité économique du processus, le système d'IT permet :

- La connaissance du territoire pour mieux maîtriser les ressources ;
- La capacité de réaction rapide face à des situations de crise ;
- La maîtrise des infrastructures ;
- Le recensement des bonnes pratiques dans d'autres territoires (benchmarking) ;
- La connaissance des savoir-faire et la maîtrise des produits et ressources locales (marketing territorial).

A travers une étude de cas, ce système d'IT a été appliqué par l'auteur à la plateforme de transformation et de valorisation des produits de la Mer «HALIOPOLIS» de la Région Souss Massa Drâa dont la commercialisation a été lancée le 28 mai 2010 et qui est dotée d'une surface totale de 150 hectares dont 46ha dédiés aux industries de transformation, 28ha aux industries de support, 26ha sont dédiés aux activités logistiques et 11ha aux activités de service.

L'implantation de ce système devrait permettre à la plateforme de :

- Gérer la connaissance, les compétences et les ressources disponibles ;
- Améliorer la communication sur les actions entre les collaborateurs et assurer la traçabilité de l'information ;
- Capitaliser et mieux gérer le savoir et les savoir-faire du territoire ;
- Assurer des systèmes de veille permettant la surveillance des territoires concurrents (acteurs et infrastructures) ;
- Stocker et organiser l'information et développer la capacité de traitement et de diffusion de l'information ;
- Développer la capacité d'analyse stratégique du positionnement du territoire et mettre en place en conséquent une stratégie territoriale à long terme.

Suite à l'implantation du système, un certain nombre de propositions ont été dégagées pour favoriser la mise en œuvre d'un système d'Intelligence Territoriale (IT) au sein des clusters industriels au Maroc. Il est donc très important de répondre à un certain nombre de prérogatives avant de prétendre la mise en œuvre ou le succès d'un tel système au sein d'un cluster comme celui de la région Souss Massa Drâa :

- La mise en œuvre du système IT exige une politique nationale d'information. Il est indispensable de développer le droit d'accès à l'information en la rendant accessible à tous, et de créer des structures cohérentes (aux différents niveaux de la nation) pour assurer la diffusion de l'information.
- Il est nécessaire de fournir les moyens et les méthodes d'intégration des technologies aux différents acteurs, afin de leur permettre de partager et de créer de l'information et des connaissances.

- La coordination entre les acteurs est l'un des points clés de l'efficacité du système. Cette coordination implique l'identification des complémentarités possibles entre les acteurs et le renforcement des capacités d'apprentissage et d'action collective (autour de valeurs communes et de normes à respecter par tous).
- Le renforcement des pouvoirs des acteurs locaux à travers la décentralisation en faveur du développement du système IT.
- L'un des points fondamentaux de la réussite d'un système IT est l'existence d'un véritable partenariat public-privé. En effet, et sans un engagement fort de la part du gouvernement ou de ses représentants locaux, aucun système d'IT ne peut émerger.

Le gouvernement doit jouer son rôle de médiateur du réseau afin d'aider les PME à accéder à l'information stratégique et user de son influence locale et internationale pour assurer la sécurité et la protection des acteurs économiques.

Intelligence économique pour le développement du secteur cinématographique

Par : M. Abdessadek EI ALEM

**Secrétaire Général, la Fondation du Grand Ouarzazate pour le Développement Durable
Secrétaire Général, Ouarzazate Film Commission**

Rapport rédigé par : M. Mourad OUBRICH

Lors de son intervention, Monsieur Alem a souligné que l'industrie du cinéma et de l'audiovisuel est un marché très porteur, avec une intensité sectorielle très forte, caractérisée par la présence sur le secteur des compétiteurs étrangers. Nonobstant, ce secteur a permis au Royaume de drainer un investissement d'environ 250 millions euros, soit une moyenne de 50 Millions d'Euros/an, sachant que, la période allant de 2006 à 2010, 140 productions étrangères ont été tournées au Maroc durant les cinq dernières années, et Ouarzazate vient en tête des principaux sites de tournage au Maroc avec 45 %.

Face à la faiblesse des investissements drainés, à l'insuffisance des opérations de promotion dédiées à la filière cinématographique et au manque d'organisation des intervenants ; le Conseil régional du Souss-Massa- Drâa et le Centre cinématographique

marocain ont lancé une stratégie d'envergure afin de drainer le maximum d'avantages de cette industrie qui participe dans le développement économique et social de la région. En effet, l'industrie cinématographique génère de plus en plus de revenus et offre de nombreuses opportunités de travail. Cette stratégie se résume selon M. Alem, comme suit :

- **Quoi ?** : Faire passer le cinéma du stade artisanal à une véritable industrie et garantir des retombées économiques et sociales pour la région et ses habitants.
- **Pour ?** Faire de Ouarzazate le leader d'accueil des tournages cinématographiques en Afrique à l'horizon 2016
- **Quand ?** : 2008-2016
- **Où ?** : Ouarzazate et sa Région
- **Comment ?** : 6 chantiers / 19 axes
- **Combien ?** (Coût en dhs) : 43 000 000.00 dhs

L'intervenant a souligné que cette stratégie est passée par six phases principales :

- **1998** : Création de la cellule de suivi des affaires cinématographiques au siège de la Province de Ouarzazate
- **2005** : Étude stratégique réalisée par le Conseil Régional de Souss Massa Draa qui a démontré que le secteur cinématographique vient en tête des secteurs économiques et que la région bénéficie d'une position concurrentielle très favorable.
- **2006/2007** : Lancement d'une étude par le CR Souss Massa Drâa et le CCM pour l'élaboration d'une stratégie de développement de l'industrie cinématographique dans la région de Ouarzazate.
- **28 Décembre 2007** : Présentation de la Stratégie.
- **Février 2008** : Création de la Ouarzazate Film Commission (OFC).
- **Février 2009** : Lancement effectif de la mise en œuvre de la stratégie.

En outre, la mise en œuvre de la stratégie de développement de l'industrie cinématographique à Ouarzazate, ne peut se faire selon M. Alem que par un partenariat public privé, d'un côté les autorités Administrations et Élus (Conseil Régional Souss Massa Draa, Centre Cinématographique Marocain, Province de Ouarzazate, Conseil Provincial de Ouarzazate, Conseil Municipal de Ouarzazate, CRI Souss Massa Draa) ainsi les instituts

de Formation (Faculté Poly disciplinaire de Ouarzazate, Institut Spécialisé dans les Métiers du Cinéma de Ouarzazate) et de l'autre côté le privé (Studio Atlas, Studio CLA, Maisons de Production, Acteurs).

M. Alem a souligné également que les atouts dont dispose la ville de Ouarzazate peuvent constituer une source d'avantage concurrentiel et peuvent être résumés comme suit :

- Diversité des paysages naturels (Contraste);
- Luminosité exceptionnelle;
- Infrastructure (Aéroport International, Infrastructure hôtelière etc...);
- Expérience des artisans, techniciens, Figurants et l'ensemble de la population;
- Diversité ethnique : répond à tous les besoins de figuration;
- Coût compétitifs : Économie de 40 à 60 % par rapport à l'Europe ou les USA;
- Facilités Administratives et logistiques.

Faire de la perle du sud marocain le leader de l'accueil des tournages cinématographiques en Afrique à l'horizon 2016, est un défi de taille selon l'intervenant. Pour y arriver, une étude lancée par le Conseil du Souss-Massa-Drâa, en partenariat avec le CCM et le groupement Eurocif-Ucotra a proposé six chantiers stratégiques qui ont été lancés pour une enveloppe globale estimée à 43 millions de DH. Ces six chantiers sont :

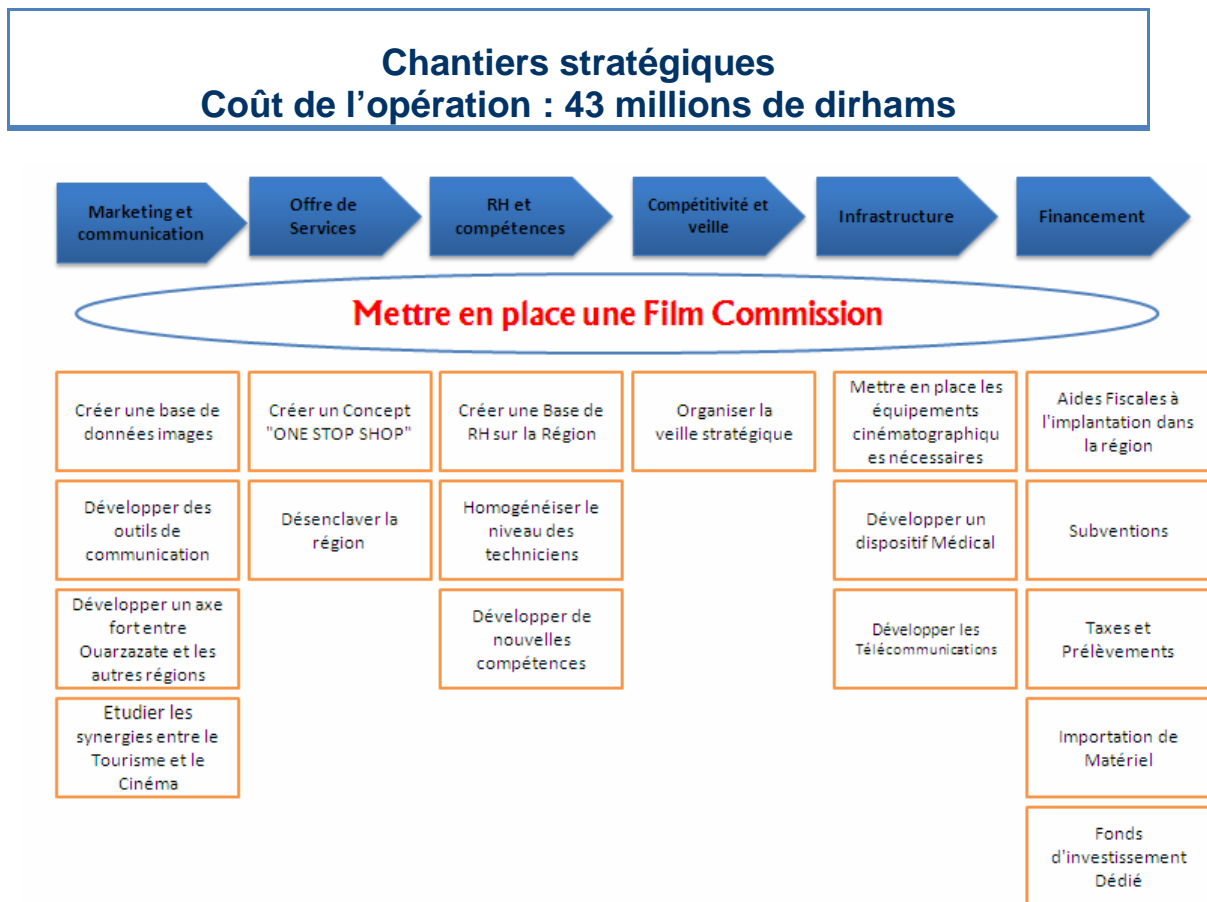
- Le premier chantier s'articule autour de la communication et de la promotion de la ville à travers essentiellement la constitution d'une "Film Commission", composée notamment du CCM, du Conseil régional du Souss- Massa-Drâa et du Centre régional d'investissement (CRI).
- Le deuxième chantier concerne le développement d'un concept de "one stop shop" à l'instar de Warner Bros Studios à Hollywood et de Dreamworld Film City à Cape Town. Il s'agit de faire de Ouarzazate l'unique interlocuteur des producteurs en leur offrant tous les services de pré-production, de production et de post-production nécessaires à la conception de leurs films.
- Le troisième chantier traite du recensement des compétences et de leur formation. Le but de ce chantier est d'homogénéiser le niveau de l'ensemble des techniciens et

d'aider à l'émergence de nouvelles compétences non existantes pour l'instant (scénaristes, truquistes...).

- Le quatrième chantier, quant à lui, vise à instaurer une veille concurrentielle avec le lancement de manière régulière d'enquêtes sur les pays concurrents. Ces enquêtes porteront sur des critères arrêtés préalablement par la "Film Commission" tels que notamment les coûts salariaux pratiqués, les subventions octroyées...
- Le cinquième chantier repose sur la mise en place d'une infrastructure englobant les équipements dédiés aux tournages, à la santé, aux télécommunications et à l'animation sur place.
- Le sixième chantier, un système d'incitation financière destiné aux maisons de production doit être mis en place (aides fiscales à l'implantation dans la région, simplification des procédures douanières pour les importations temporaires de matériel cinématographique...).

Par ailleurs, ces chantiers sont à même de faire évoluer le cinéma à Ouarzazate du stade artisanal à une véritable industrie selon M. Alem et les retombées seraient énormes pour cette région où un grand nombre de la population vit grâce au cinéma. En effet, les films tournés à Ouarzazate et sa région passeraient à 38 en 2016 (contre 11 en 2005). Les revenus drainés seraient de l'ordre de 2 milliards de DH et les emplois créés, suite à ce programme, s'élèveraient à 8.000.

M. Alem a schématisé ces chantiers stratégiques comme suit :



Pour accélérer la mise en œuvre effective de ces six chantiers stratégiques, le Conseil régional a également opté pour la constitution d'un «Ouarzazate Film Commission», et la mise en place d'un guichet unique destiné à l'accueil des producteurs étrangers notamment. Cette entité associative a pour mission de structurer la filière, d'améliorer l'offre de la région grâce à la mise en place d'une « One Stop Shop » et d'assurer la promotion de la destination Ouarzazate pour les tournages. L'autre axe consiste à coordonner les différents intervenants afin d'assurer une cohérence entre les différentes actions (formation, synergies avec le tourisme).

L'intervenant a bien souligné que l'objectif ultime de ces chantiers stratégiques est de porter le nombre de tournages annuels de 57 à 225 entre 2005 et 2016 et de créer 8 000 emplois dans la région. Pour ce faire, une veille stratégique autour de l'information sur les concurrents, sur les clients et les fournisseurs est devenue incontournable, notamment que le secteur devient de plus en plus concurrentiel. C'est à ce titre, que l'intervention de M.

Abdessadek Alem vise à montrer comment l'intelligence économique permettra à l'industrie cinématographique de devenir compétitive.

L'intervenant a ajouté que l'intelligence économique s'inscrit dans le cadre d'une démarche régionale identifiée, planifiée, organisée sous forme de pôles de compétences/compétitivité qui associent les administrations, les instances élues, les centres et écoles de formation cinématographique, les professionnels de la filière (Studios, Boîtes de production, artisans, figurants etc..). L'objectif étant de développer le tissu économique autour d'une activité considérée comme stratégique (l'industrie cinématographique) pour un territoire qu'est la Région de Souss- Massa-Drâa et particulièrement la Province de Ouarzazate en vue de développer les investissements, et promouvoir l'emploi.

Intelligence économique au service de l'entrepreneuriat dans l'Oriental du Royaume

Par : M. Taoufiq BOUDCHICH

Directeur de la coopération internationale, Agence de l'Oriental

Rapport rédigé par : Mme Nada RIH

L'intelligence économique a tout d'abord été au service de la compétitivité de l'entreprise. Aujourd'hui, les acteurs économiques se sont rendu compte que cette discipline pouvait être utilisée à bien d'autres fins et notamment au service de la compétitivité d'un pays ou d'une région. Dans son intervention, M. Boudchich s'est attaché à démontrer comment l'intelligence économique pouvait permettre à une région, en l'occurrence la région de l'Oriental, de devenir un acteur de son propre développement grâce à la maîtrise de l'information stratégique.

La région de l'oriental constitue 11.6% de la superficie nationale et compte une population de près de 2 Millions d'habitants avec 57% de jeunes de moins de 25 an. Elle présente de nombreux potentiels aussi bien naturels que géographiques.

Néanmoins, avant le lancement de l'initiative Royale pour le développement de la région de l'Oriental, de nombreux dysfonctionnements économiques et sociaux ainsi qu'une véritable insuffisance en matière d'investissement persistaient dans cette région.

L'initiative Royale pour le Développement de la région de l'Oriental a eu pour principaux objectifs :

- L'ouverture de l'Oriental sur l'Europe et la Méditerranée ;
- L'amélioration de l'infrastructure économique et financière ;
- L'Amélioration du cadre de vie ;
- La lutte contre la pauvreté et l'exclusion social ; ainsi que
- Le développement des pôles de compétence et de compétitivité.

Plus de 9 Milliards d'euros ont été mobilisés afin de lancer des projets structurants pour la région. Une Agence de l'Oriental a été créée afin d'accompagner la réalisation de ces projets à travers quatre axes prioritaires :

- Une stratégie de développement régional ;
- L'appui au développement sectoriel ;
- L'appui au développement territorial ;
- La promotion du partenariat et la mobilisation des financements.

La stratégie d'intervention de l'agence agit à plusieurs niveaux :

La dynamisation des territoires à plusieurs niveaux :

La promotion d'un nouveau projet global de territoire à travers le positionnement de la région en tant que nouveau portail méditerranéen du Royaume ;

Une stratégie d'intervention transversale à travers le croisement des secteurs et des potentialités territoriales avec pour principal objectif le développement des filières économiques (exp. De la valorisation des produits du terroir) ;

La dynamisation des territoires et stratégies locales spécifiques à travers de grands projets structurants (urbain, économiques...).

La mise en valeur des opportunités d'investissement à travers les potentialités sectorielles de la région : Tourisme ; industrie/énergie ; nouvelles technologies ; agro-industrie ; formation et culture, transport et logistique et agriculture.

La création de nouveaux pôles industriels et énergétiques, tels que : La technopole d'Oujda ; l'Agropole de Madagh ; Le parc industriel de Selouane ;

L'introduction de projets innovants : Clean Park à Oujda ; Nador West Med... ;

La promotion économique de la région et la coopération internationale.

Avec tous les efforts engagés pour la promotion de la région, des résultats encourageants commencent à se faire sentir notamment à travers le retour de l'investissement dans la région, l'apparition d'une dynamique de rattrapage qui amènera nécessairement une renaissance économique et sociale.

Rapport de synthèse de l'atelier n°1

« Valoriser son entreprise par l'intelligence économique »

Rapport rédigé par : M. Hafid BARKA, Professeur à l'INPT

1. Intelligence économique pour développer et sécuriser son entreprise :

Par : M. Mustapha Taouji, Directeur Général, FORMINFO+ France.

Le présent rapport tente de présenter une synthèse des travaux du premier atelier.

La première intervention de cet atelier s'est intitulée « Intelligence économique pour développer et sécuriser son entreprise ». L'intervenant M. Taouji, entrepreneur et universitaire, a mis l'accent durant son intervention sur les besoins des entreprises en matière d'intelligence économique ainsi que de leurs modalités d'accompagnement.

Pour ce faire, il a d'abord rappelé les objectifs de l'intelligence économique. Il s'agit notamment : « d'agir, d'anticiper, et de réagir mais aussi de se protéger ». L'intervenant a ensuite listé et expliqué les besoins des entreprises et des dirigeants en matière d'intelligence économique, et qui se déclinent ainsi :

- 1- Le positionnement de l'offre/produits sur le marché
- 2- La mise en place d'une stratégie
- 3- Le pilotage de la stratégie de l'entreprise
- 4- La pérennisation de l'activité de l'entreprise
- 5- Le développement de nouveaux marchés
- 6- L'innovation
- 7- La protection du patrimoine immatériel de l'entreprise
- 8- Le savoir travailler avec les entreprises et la constitution d'un vivier de partenaires publics et privés.

M. Taouji a enfin dressé un état des lieux de l'intelligence économique au niveau des entreprises. En guise de réponse, il a constaté que le dirigeant d'entreprise devait gérer un flux important d'informations, tâche qui se révèle difficile.

Dans le même ordre d'idées, l'intervenant a posé une autre question : quels sont les besoins prioritaires pour le dirigeant en matière d'information économique et sociale ? Sa réponse était toute simple : le dirigeant doit disposer de la bonne information au bon moment.

Compte tenu de ce qui précède et en guise de conclusion, M. Taouji a appelé à former le dirigeant aux méthodes et outils de l'intelligence économique, à l'accompagner dans ce sens et à mettre à sa disposition toutes les informations actualisées pour qu'il prenne les bonnes décisions.

L'intelligence économique doit être au service des entreprises mais aussi au service des régions et de l'entrepreneuriat régional. C'est ainsi que la seconde intervention de l'atelier n°1 a été consacrée au Marketing territorial.

2. Marketing territorial au service de l'entrepreneuriat régional : Enjeux et Stratégie :

Par : M. Ali ZARHALI, Directeur Général chez MCRM Consulting, Maroc

Au début de son intervention intitulée « Marketing territorial au service de l'entrepreneuriat régional : Enjeux et stratégie ». L'intervenant, M. Ali Zarhali, Directeur Général de MCRM Consulting, Maroc, a commencé par poser la question suivante : comment bâtir une stratégie de Marketing territorial pour développer l'entrepreneuriat régional ? Il a posé cette question en partant du fait que la région est devenue un produit à vendre aux entreprises et aux décideurs.

M. Zarhali a posé trois autres questions liées à la première interrogation :

1- Comment positionner un territoire ?

2- Quelle est l'influence de la région ou des collectivités locales sur la localisation des activités ?

3- Comment vendre une région aux investisseurs potentiels ?

Les régions doivent se vendre, a souligné l'intervenant. Et pour cause, l'investisseur dispose d'un choix important en matière d'implantation. Pour clarifier davantage le cadre

méthodologique de son intervention, M. Zarhali a défini des concepts comme l'intelligence territoriale et l'attractivité d'un territoire.

L'intervenant a analysé et expliqué les enjeux, les missions, les finalités et la démarche du Marketing territorial.

Concernant les enjeux du Marketing territorial, il en a cité trois :

1-L'accroissement de la compétitivité entre territoires

2-La régionalisation et décentralisation des décisions

3-La naissance d'un pouvoir économique du territoire

En ce qui concerne la mission du Marketing territorial, elle consiste selon l'auteur à identifier et satisfaire les attentes actuelles et potentielles des acteurs économiques. Quant aux finalités du Marketing territorial, elles reviennent à assurer, attirer, accélérer, séduire et accompagner les investisseurs potentiels.

Abordant la démarche du Marketing territorial, M. Zarhali a préconisé qu'elle se décline en trois étapes :

1. Etablir un diagnostic de la région par l'analyse de ses opportunités, ses menaces, ses forces et ses faiblesses et ce en matière d'infrastructure, d'emploi, de concurrence, de formation, de fiscalité, d'offre immobilière et foncière et d'attractivité des investissements directs et étrangers

2. Définir les choix stratégiques de la région

3. Elaborer son plan d'action, autrement dit, élaborer le mix marketing territorial, le planifier et le communiquer

Pour conclure, l'intervenant a souligné de nouveau l'importance du Marketing territorial en considérant que la démarche du Marketing territorial est devenue incontournable. Mais bien avant, et pour illustrer ses propos, M. Zarhali a pris des exemples de deux villes Bogota (Colombie) et Bilbao (Espagne), qui ont réussi leurs stratégies de Marketing territorial.

3. Mutualisation de la veille pour le développement de l'entrepreneuriat régional

Par : Madame Siham HARROUSSI, Responsable Veille Stratégique, Groupe Vauban Humanis, France.

La troisième et dernière intervention du premier atelier s'est intitulée « Mutualisation de la veille pour le développement de l'entrepreneuriat Régional ». L'intervenante, Mme Harroussi, titulaire d'un doctorat en intelligence économique est Responsable de la Veille Stratégique, Groupe Vauban Humanis, France.

Au début de son intervention, elle a souligné l'apport de l'intelligence économique aux entreprises régionales. Il s'agit de :

- L'accroissement de la compétitivité des entreprises régionales
- La création de l'innovation et de la promotion de la créativité
- Le développement d'une analyse de l'environnement
- La définition d'une stratégie de développement durable des régions.

De ce fait, Mme Harroussi a appelé à la mise en place d'un système d'intelligence économique mutualisé pour aider les entreprises régionales. La mise en place d'un tel système se justifie, entre autres, par la nécessité de mutualiser les coûts. Toutefois, la mutualisation doit identifier des thématiques communes et non concurrentielles.

L'intervenante a également souligné que le développement de l'intelligence économique collaborative entre les régions doit passer par :

- L'élargissement de la solidarité entre les régions à l'intelligence économique
- Le développement des réseaux
- La création de l'intelligence économique.

Avant de conclure, l'intervenante a cité et expliqué les facteurs clés de succès d'un système d'Intelligence économique mutualisée/collaborative. Il s'agit de :

- L'implication des parties prenantes,
- Des Besoins précis,
- Des livrables « sur mesure »,
- Des réseaux élargis,

- L'adaptabilité du système,
- Le partage de l'information,
- Un système qualité.

Suite à ces interventions, un débat lié à l'intelligence économique, à l'entrepreneuriat régional et au développement régional a été ouvert, regroupant les intervenants, l'assistance et des spécialistes de l'intelligence économique.

Rapport de synthèse de l'atelier n°2

« Pérenniser son entreprise par l'intelligence économique » :

Rapport rédigé par : M. Abdellah ZAOUIA, Professeur à l'INPT

1. Comment accompagner l'entrepreneur par l'intelligence économique ?

Par : M. Mounir ROCHDI, Directeur Général Délégué, Cybion France.

Au Maroc, 50% des salariés travaillent dans le secteur privé et 92% des entreprises sont des PME-PMI en majorité familiale. Sur la base de ce constat, l'intelligence économique est un outil qui va permettre à chaque région d'exercer une attractivité en fonction de son potentiel.

Les facteurs de compétitivité des entreprises sont favorisés par une attractivité territoriale basée sur la proximité de la source d'approvisionnement, la disponibilité de la logistique, l'existence d'une clientèle, la présence de conseillers ainsi qu'une faible intensité concurrentielle.

Les entreprises recherchent par le biais de l'intelligence économique à optimiser les procédés de production, à améliorer la qualité des produits et des services, à conquérir de nouveaux marchés et à développer de nouveaux produits.

Les cellules de veille doivent offrir aux entreprises la possibilité de réduire les coûts et les délais, l'opportunité d'adopter des normes et d'intégrer les bonnes pratiques à un coût acceptable.

Les entreprises doivent analyser l'environnement, anticiper leurs actions et se positionner par rapport aux concurrents.

Chaque région est appelée à cartographier son potentiel et à chercher des complémentarités et des coopérations avec d'autres régions notamment pour partager des informations sur le profil des investisseurs et des clients potentiels.

2. Pratiques de la veille stratégique et engagement à l'international

Par : M. Redouane BARZI et M. Soulainaine LAGHZAoui, Professeurs à l'UIR

Cet axe est le résultat d'une recherche sur l'engagement des dirigeants à l'international pour rechercher des informations et exercer une veille stratégique.

La principale hypothèse dans ce papier de recherche concerne le lien entre la surveillance de l'environnement international et l'intensité à l'exportation ou la pro activité à l'exportation.

La méthode adoptée dans cette recherche est la méthode quantitative avec une exploitation d'une base de données et les résultats ont confirmé la relation entre la pro activité à l'exportation et la surveillance de l'environnement international. Par contre, le lien de l'intensité à l'exportation et les sources d'informations demeure lâche. Les dirigeants préfèrent le pragmatisme et recherchent les informations de préférence auprès des clients et du marché au lieu de s'adresser aux centres de recherche et aux universités.

Dans l'avenir, les porteurs de cette recherche prévoient le recours à d'autres sources de données, envisagent d'autres dimensions et vont s'atteler à renforcer la validité externe de ladite recherche.

3. Pratique de l'intelligence économique par les Grandes Entreprises

Par : M. Nabil EL MABROUKI, et M. Badr HABBA, Professeurs à l'ENCG de Marrakech

Le but de la présente recherche est de mieux cerner la notion d'intelligence économique et stratégique.

Le groupe de recherche est composé de financiers, de juristes et de gestionnaires et cette polyvalence permet d'appréhender l'intelligence économique et stratégique dans tous ses aspects.

L'intelligence économique et stratégique peut être définie comme un mix de démarches, de gestion d'information et de la connaissance sur l'environnement. Elle part d'une

d'intelligence économique et stratégique délibérée vers une intelligence économique et stratégique formalisée.

Dans son stade de formalisation dans une organisation, son rôle est défini de manière claire, les acteurs sont identifiés et son apport est mesuré.

L'intelligence économique et stratégique peut être aussi définie comme un processus de sens ou comme un vecteur de compétitivité.

La présente recherche est basée sur une méthode qualitative car il s'agit d'explorer des phénomènes nouveaux auprès d'un échantillon de grandes entreprises.

Le choix de la grande entreprise est justifié par la facilité du contact et la stabilité de la structure au sein de ce type d'organisation.

Rapport de Synthèse de CIE'2011

Chers honorables participants,

Chers honorables invités,

Cette conférence a constitué une première déclinaison de l'Intelligence Économique à destination du développement des régions par l'entrepreneuriat. L'Etat doit inventer de nouveaux modes de valorisation des régions. Le contexte actuel impose aux décideurs l'appropriation et l'adaptation des outils et concepts de l'Intelligence Économique dans ses aspects défensifs (sécurité économique, et veille) et offensifs (influence et lobbying) afin d'élaborer de nouvelles méthodes d'action, et de relever les nouveaux défis qui s'imposent à eux.

Cette conférence intervient à un moment particulier où le Maroc est en train de réfléchir sur son propre modèle de régionalisation et où la région est de plus en plus appelée à servir de locomotive pour répondre à la crise mondiale actuelle.

D'un côté, on peut considérer que l'entrepreneuriat participe à la construction d'une région et entretient sa dynamique en renouvelant le système productif; d'un autre côté, on peut avancer que, grâce à l'intelligence économique, les acteurs publics et privés rendent leurs régions compétitives en mobilisant leurs ressources. Ainsi, entrepreneuriat et intelligence économique doivent entrer en synergie : il s'agit d'améliorer sans cesse coordination et coopération en transgressant les frontières et en décloisonnant les compétences.

La région étant définie comme un découpage politico-économique, sa compétitivité est liée à sa gouvernance partenariale mixte privée-publique. La formation des acteurs des régions aux méthodes de l'intelligence économique est sans doute la première condition pour que la région soit véritablement apprenante et capable d'encourager l'entrepreneuriat innovant. Donc, un schéma régional d'intelligence économique reste un chantier ouvert à mettre en place.

Pour chaque région, l'élaboration d'une stratégie de développement économique durable et la mise en place d'un système d'intelligence économique pour l'accompagner. Cela nécessite de mobiliser d'abord les capacités de veille stratégique pour interpréter les dynamiques des régions, et de déployer ensuite une stratégie de sécurité économique,

fondée sur l'identification du périmètre des actifs clés de chaque région et de leur protection, de promouvoir enfin la région, ses actifs à travers des stratégies d'influence.

Pour la mise en place de cette politique, quatre enjeux se distinguent, sur lesquels les décideurs devront être vigilants :

1. Le premier enjeu est celui des capacités de diagnostic permanent : pour cela, l'Etat, la Région avec les réseaux d'appui économique et technologique et les entreprises, devront se doter de compétences de pilotage stratégique et d'outils de diagnostics et d'alerte en temps réel.
2. Le second concerne la mise en place de coopérations et de stratégies interrégionales. Il est essentiel que des coopérations transrégionales se mettent en place au moins pour partager les diagnostics et les alertes. Ces coopérations ont également tout leur sens à l'échelle nationale.
3. Le troisième enjeu consiste dans l'intégration progressive des dynamiques de la gouvernance sociale sur les régions et associant la société civile, par la concertation, à la définition de la stratégie de développement.
4. Le quatrième enjeu se situe au niveau de la politique de sécurité économique. Les décideurs des régions, devront veiller en permanence à garantir deux équilibres : entre l'ouverture indispensable à la compétitivité et la protection ; entre les entreprises dites du périmètre stratégique et celles qui n'ont pas ce « label », afin d'éviter que s'établisse « une fracture sur les territoires »

L'issue, par rapport à ces quatre enjeux, se situe dans une modification de fond. Quitter le champ des politiques traditionnelles d'aide aux entreprises et entrer dans l'univers de la coproduction de l'intelligence économique, associant les Universités, les centres de recherche, les entreprises, les CRI, les chambres de commerce, les administrations et les collectivités territoriales dans un schéma régional d'intelligence économique au service du développement économique et social de la région.

Président de la conférence

Mourad Oubrich

CIE'2011 dans la presse

L'élaboration de politiques publique d'intelligence économique, levier stratégique de la compétitivité globale

24/02/2011

Source : Maghreb Arabe Presse (MAP)

Le diagnostic et l'analyse d'un environnement complexe et en perpétuelle mutation sont l'un des défis majeurs de l'Etat et des entreprises, et nécessitent une convergence et une articulation entre le monde de l'entreprise et l'administration, ont-ils affirmé à l'ouverture de cette rencontre, organisée par l'Institut national des postes et télécommunications (INPT) et l'Université internationale de Rabat (UIR).

Ils ont appelé, à cet égard, à une interaction entre l'entreprise, qui doit s'intéresser à l'intelligence stratégique, et l'Etat, qui est appelé à élaborer une politique publique de l'intelligence économique, afin de mieux maîtriser l'incertitude et disposer de l'avantage concurrentiel.

Dans ce sens, les participants ont noté que le défi territorial nécessite d'investir davantage dans l'intelligence territoriale pour accompagner les changements à travers une gouvernance locale permettant la participation des acteurs locaux à la fixation de la vision locale.

Les experts et chercheurs ont également mis l'accent sur le nouveau rôle stratégique de l'Etat qui consiste à recueillir l'information et à l'exploiter, notamment la détection des signaux faibles pour cibler les domaines de valeur ajoutée et accompagner les mutations au niveau national et international.

Intervenant à cette occasion, le directeur général de l'Agence nationale de réglementation des télécommunications (ANRT), M. Azdine El Mountassir Billah a mis l'accent sur le rôle central d'un système d'information et d'intelligence économique pour un pays comme le Maroc qui a choisi une économie libérale et ouverte sur un monde en forte globalisation.

Il a relevé, dans ce cadre, l'importance des études stratégiques et de la formation des compétences humaines qualifiées à collecter, analyser, traiter et exploiter l'information pour réagir en temps opportun face à la concurrence internationale.

De son côté, le président de l'UIR, M. Nourredine Mouaddib, a estimé que l'intelligence économique trouve sa consistance dans le traitement et l'exploitation de l'information qui demeure un outil fondamental de l'innovation et de la compétitivité des entreprises.

M. Mouaddib a relevé, à cet égard, le rôle des universités et des chercheurs dans le processus de l'innovation, notant qu'ils doivent être réactifs et flexibles pour accompagner l'accélération que connaît le processus de l'innovation au niveau mondial.

Des experts et chercheurs, dont le directeur général de l'Institut Royal des études stratégiques (IRES), M. Mohammed Tawfik Mouline et M. Nasr Hajji, professeur à l'INPT ont débattu de plusieurs thématiques relatives notamment à "La veille stratégique au service de l'intelligence territoriale", à "L'intelligence économique, innovation technologique et prospective économique" et à "L'intelligence économique au service de l'entrepreneuriat dans l'Orient du Royaume".

Nos partenaires

- Le Centre National pour la Recherche Scientifique et Techniques
- L'Université Internationale de Rabat
- La Fondation du Grand Ouarzazate pour le Développement Durable
- Veille.ma (Portail Marocain dédié à l'Intelligence économique et la Veille)

Lieu de la conférence

L'Institut National des Postes et Télécommunications
Avenue Allal Al Fassi, Madinat Al Irfane, Rabat Instituts Maroc

Pour plus d'informations, prière de contacter :
Pr. Mourad Oubrich
oubrich@inpt.ac.ma
Téléphone: 00 212 05 38 002 ex.832